

Initiatives ministérielles

tions vraiment fondamentales comme la fiscalité, la compensation financière, etc.

Le député me demande aussi si j'estime faire partie de la mosaïque multiculturelle du Canada. Très certainement, mais les peuples autochtones jouissent d'un statut constitutionnel unique et il faut aussi en tenir compte.

La présidente suppléante (Mme Champagne): Je regrette de devoir interrompre la députée, mais la période des questions et des observations est maintenant terminée. Le débat reprend et le ministre d'État à l'Habitation (M. Redway) a la parole.

L'hon. Alan Redway (ministre d'État (Habitation)): Madame la Présidente, depuis cinq ans environ, je vous fais part de certaines situations que j'ai vécues. Je vais le faire une fois de plus cet après-midi.

En 1976, j'ai décidé de me porter candidat à la mairie de ma municipalité de York-Est, une des six villes qui forment la région métropolitaine de Toronto. J'ai pris cette décision pour un très grand nombre de raisons. Je m'inquiétais notamment de plus en plus de ce qui se produisait dans la localité, des changements qui survenaient, et je me demandais le rôle qu'y jouaient les nouveaux venus. Je suis né, j'ai grandi et j'avais vécu à l'époque toute ma vie dans cette ville. Elle avait été bonne pour moi et ma famille. Je voulais m'assurer qu'il en irait de même pour mes enfants et petits-enfants. Selon moi, la situation dans cette localité était tout à fait spéciale.

Je m'inquiétais, cependant, de ce qui allait se produire avec la venue de nouveaux arrivants. Le mode de vie ou le caractère de la localité allaient-ils changer? Allait-on assister à une certaine fragmentation? Les nouveaux venus allaient-ils modifier la localité et s'isoler dans leur coin, ou allaient-ils plutôt participer à la vie communautaire? C'était là l'une des raisons pour lesquelles j'ai posé ma candidature en 1976, car on retrouve plus de 60 groupes ethno-culturels dans ma localité.

Mon dessein était noble; je croyais nécessaire de m'assurer que tous les gens concernés participent à la vie de la collectivité, quelles que soient leurs origines, qu'il s'agisse de descendants des peuples fondateurs, d'autochtones

ou autres. J'ai été élu, et j'ai alors dû décider ce que j'allais faire à partir de là. Je me suis demandé comment j'allais accomplir ce dont j'avais parlé et ce que je jugeais nécessaire de faire.

Je me suis retrouvé un beau matin dans un autobus avec un certain Bromley Armstrong, un Canadien d'origine jamaïquaine bien connu. Il m'a demandé pourquoi je ne créais pas un petit comité sur le multiculturalisme, car ce serait une façon d'intégrer les gens à la vie de la collectivité. C'est que nous avons fait. À la suite de cette conversation avec Bromley Armstrong, nous avons créé un comité sur le multiculturalisme. C'était là le premier comité du genre à Toronto, en Ontario et peut-être même au Canada.

Il en a découlé la création de ces comités multiculturels municipaux dans de nombreuses localités d'un bout à l'autre du pays et assurément dans toutes les villes et les localités qui constituent l'agglomération torontoise. Ce comité s'appelle maintenant le *East York Race Relations Committee* parce qu'on s'est rendu compte qu'il fallait se pencher également sur les autres aspects de la question.

Il n'était pas subventionné. Quelqu'un a dit aujourd'hui pendant le débat que nous ne devrions pas jeter l'argent par les fenêtres pour le multiculturalisme. Ce n'est pas nécessaire. En fait, ce comité n'a jamais été financé par la collectivité, et il ne l'est toujours pas. Il s'autofinance. Cela a assuré la cohésion de la collectivité, a favorisé la participation des gens et les a aidés à conserver le genre de collectivité au sein de laquelle j'ai grandi et que j'aime, même si ses membres sont issus de 60 milieux culturels différents, provenant du monde entier.

Lors de ma campagne électorale, j'étais très désireux, entre autres choses, de faire en sorte qu'au Parlement le gouvernement dont je faisais partie déploie tous ses efforts pour que tous les Canadiens d'où qu'ils viennent et quel que soit le moment de leur arrivée ici, puissent participer pleinement à la vie du Canada sans obstacle.

Je suis extrêmement fier du bilan du gouvernement au cours des cinq dernières années et de ses réalisations. La toute première loi sur l'équité en matière d'emploi a été adoptée par le gouvernement pendant cette période de